

unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 05 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AFM RECYCLAGE Environnement**

Prairies de Courréjean - 19 chemin de Guiteronde  
CS 10022  
33140 Villenave-d'Ornon

Code AIOT : 0005505250

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement AFM RECYCLAGE Environnement implanté Zone artisanale de Dily 22350 Plumaudan. L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que le site n'était pas en activité en 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AFM RECYCLAGE Environnement
- Zone artisanale de Dily 22350 Plumaudan
- Code AIOT : 0005505250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM Recyclage procède sur son site à une activité de tri et transit de déchets non dangereux.

Il bénéficie pour cela d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 4 novembre 2004 complété par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- traçabilité des déchets
- prévention des pollutions



## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 - IV.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Aire d'entreposage	Arrêté Ministériel du 14/10/2010, article 2.9	/	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 04/11/2004, article 2.11-9-4	/	Sans objet
6	Registre de déchets	Code de l'environnement du 28/03/2023, article R.541-43	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déchets produits par l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Sans objet
3	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - I.	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Selon l'exploitant la reprise de l'activité est récente, elle a été interrompue. Il est rappelé l'attention de l'exploitant sur le risque de caducité de son arrêté en cas d'absence d'exploitation pendant une durée de 2 années consécutives.

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'activité liée aux VHU et peu de déchets étaient en transit sur le site. L'exploitant a également déclaré qu'il prévoyait de réaménager le site avant la reprise de son activité de dépollution de VHU.

D'un point de vue général, les déchets étaient triés en fonction de leur nature. Mais plusieurs écarts ont été constatés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 - IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les conditions d'exploitation du site répondaient entièrement à cette disposition et le plan des réseaux d'eau à jour n'a pas été présenté. Lors de l'inspection il a été constaté la présence d'un bassin de récupération des eaux pluviales sur la partie Sud/Ouest du site. Celui-ci permet la récupération des eaux susceptibles d'être polluées issues des activités exercées sur la partie Ouest. Il est prévu que cette zone soit destinée à l'entreposage des véhicules hors d'usage et l'activité de dépollution. Par ailleurs lors de la visite, il a été constaté la présence d'un stockage de bois et de déchets de terres. En ce qui concerne la partie Est, lors de l'inspection les principaux déchets stockés sur cette partie étaient constitués de quelques ferrailles et de bennes vides. Cette zone ne dispose pas de bassin et il n'a pas été démontré que les eaux susceptibles d'être stockées pouvaient être confinées. Des éléments justificatifs sont attendus pour s'assurer du respect de l'article 25-IV de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Déchets produits par l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traitement des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence d'une quantité très importante de déchets de terres et d'un stockage de bois. Le registre des déchets n'a pas été présenté lors du contrôle. Le document transmis le 13 mars ne mentionne pas la réception de ces déchets. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs de la gestion de ces déchets conformément à la réglementation. Ce point fera l'objet d'un contrôle ultérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-> I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entreposage des VHU
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation.  La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection aucun VHU n'était présent sur le site. L'exploitant a déclaré ne pas avoir eu d'activité en 2022. Le registre de police transmis par e-mail du 13 mars indique qu'il n'y a pas d'enregistrement de réception de VHU pour ces périodes. Aucune non conformité n'a été relevée sur ce point lors de la visite. L'inspection attire cependant l'exploitant sur l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 novembre 2004 qui stipule "La présente autorisation délivrée sous réserve du droit des tiers, deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de 3 ans suivant la notification du présent arrêté. Il en serait ainsi également si l'établissement cessait d'être exploité pendant 2 années consécutives, sauf le cas de force majeur."
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Aire d'entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/10/2010, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, préventions des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare des autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.
<b>Constats :</b> Les aires de transit de déchets sont recouvertes globalement d'une couche de béton. Cependant, compte tenu de la présence de terre et de zone présentant une dégradation de la surface par endroit, l'inspection n'était pas en mesure de statuer sur le respect de cette disposition. Il appartient à l'exploitant de s'assurer que le revêtement répond toujours aux dispositions de l'article 2.9 de l'arrêté ministériel et de prendre les mesures nécessaires à l'étanchéification de la zone si nécessaire. Ce point fera l'objet d'un prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2004, article 2.11-9-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de l'ensemble des réseaux des égouts de l'usine des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel; les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues
<b>Constats :</b> Lors du contrôle le plan à jour des réseaux d'eaux n'a pas été présenté. Il convient que ce plan soit transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Registre de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/03/2023, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre lors de l'inspection. Ce registre a été transmis par e-mail du 13 mars. Celui-ci ne mentionne pas de réception et mouvement de déchets en 2022. L'inspection attire également l'attention sur les déchets entreposés sur le site lors de la visite et qui ne sont pas tracés dans le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet